



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

29/01/2026

## **Résumé des questions économiques et sociales:** **semaine n° 264 du 29 janvier 2026**



**Plateforme des travailleurs communistes des USA:**

**Article à propos de la lutte contre la terreur de l'ICE à Minneapolis**

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-nord/3781-declaration-du-comite-central-de-la-plateforme-communiste-des-travailleurs-des-etats-unis-cwpusa>

### **Sommaire :**

#### **Luttes**

- Régis, un militant CGT de Riom (Puy de Dôme) convoqué au commissariat
- Première grève à l'usine Soprema de Saint-Julien-du-Sault (Yonne)
- Netexial Carpiquet, grève le 21 janvier pour les salaires
- Pasquier (Vron Somme) : grève pour les 50 euros
- Eurengo à Bergerac en grève pour des hausses de salaires et des embauches
- Ynsect (Amiens) : aux prud'hommes, les salariés dénoncent la politique de la chaise vide du liquidateur judiciaire
- Suppression de postes à Ubisoft: Grève à Castelnau-le-Lez (Hérault), en France et dans le monde
- Vénissieux: Bosch, fermeture du site
- Suppression de 4.000 postes d'enseignants à la rentrée
- Valeo se sépare encore d'une usine en France
- Cap Gemini et Société générale : des coupes massives dans l'emploi
- Grève au musée du Louvre

#### **Économie**

- Accord UE-Inde
- Des puces américaines en Palestine occupée
- Lait contaminé
- Canal Seine Nord-Europe
- Militarisation : Renault va produire des drones
- La Pologne et l'euro
- L'entreprise Vergnet, (Ormes, Loiret) spécialiste des éoliennes, placée en liquidation judiciaire
- Énergie : l'industrie nucléaire russe bientôt sanctionnée

- Hausse des mutuelles en 2026

### **Solidarité internationaliste**

- Guerre à *Thales*, guerre à la guerre !
- Licenciements dans l'usine polonaise de Stellantis
- Contre la terreur de l'ICE à Minneapolis
- Cap Gemini au service de la milice de tueurs Trumpienne
- Solidarité avec la Kanaky

### **Luttes**

- **Régis, un militant CGT de Riom (Puy de Dôme) convoqué au commissariat**

L'Union Locale CGT de Riom apporte tout son soutien à Régis, militant CGT convoqué au commissariat de Riom suite à son engagement syndical dans le cadre d'un mouvement de grève pour des revendications salariales légitimes. Ce qui est visé, c'est l'action collective et la CGT. L'UL-CGT de Riom dénonce cette volonté d'intimidation à l'encontre des militants syndicaux qui ne font qu'exercer un droit fondamental : le droit de grève et la défense des salariés. Pour l'UL : *" La criminalisation de l'action syndicale est inacceptable. Quand les directions refusent d'entendre les revendications, elles cherchent trop souvent à faire taire celles et ceux qui les portent. L'UL CGT de Riom était et restera aux côtés des camarades convoqués, aux côtés de Régis, et plus largement aux côtés de toutes celles et ceux qui luttent pour la dignité, la reconnaissance et de meilleurs salaires. Quand on touche à un militant CGT, on touche à toute la CGT. Nous ne nous laisserons ni intimider, ni diviser. "*

- **Première grève à l'usine Soprema de Saint-Julien-du-Sault (Yonne)**

Devant l'entrée de l'entreprise, à Saint-Julien-du-Sault, le jeudi 22 janvier, les salariés de Soprema, spécialisée dans l'isolation et l'étanchéité sont en grève. Selon le délégué CGT, les revendications portent sur les faibles augmentations de cette année, les primes réduites très fortement et les conditions de travail. Notamment la pression excessive mise sur les salariés, l'augmentation de la cadence, le manque d'effectifs et de formation du personnel. Il souligne ainsi : *"toutes les lignes de production sont à l'arrêt. Seule la partie R & D, présente dans les bureaux, travaille."* Les négociations avec la direction sont en cours.

Selon un responsable CGT : *"le ras-le-bol est devenu « général » avec le temps. « Beaucoup d'employés ont changé d'état d'esprit ces dernières années. Ils étaient hésitants pour faire grève, il y a peu et ils ont fini par être avec nous. Des chefs d'équipes aux intérimaires, tout le monde dénonce et constate ces dégradations."*

- **Netexial Carpiquet (Calvados), grève le 21 janvier pour les salaires**

Le 21 janvier 2026, 80% des salariés de Netexial à Carpiquet (anciennement Initial-Rentokil) se sont mis en grève pour exiger de l'employeur des augmentations de salaires dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO). Dans un communiqué l'UD-CGT du Calvados rappelle les revendications de la CGT Netexial : *" La CGT Netexial revendique une revalorisation en euros et immédiate, avec une logique de justice sociale qui privilégie les plus bas salaires : La CGT acte l'accord sur les mesures liées à l'ancienneté (amélioration des tranches / reconnaissance) et les événements familiaux (droits d'absence élargis). La CGT juge la proposition de la direction inacceptable, car les augmentations proposées restent trop faibles et ne répondent nullement à l'urgence du pouvoir d'achat, notamment pour les salariés les plus exposés à l'inflation."*

- **Pasquier (Vron Somme) : grève pour les 50 euros**

Le lundi 26 janvier 2026, une centaine de salariés de l'entreprise Pasquier à Vron dans la Somme se sont mobilisés afin de revendiquer une augmentation de 50 euros net par mois. A ce sujet la déléguée syndicale CGT déclare : *" On est en pleines négociations annuelles obligatoires (NAO) depuis la mi-décembre et la direction ne nous a proposé que des augmentations allant de 17 à 23,50 euros brut par mois alors qu'on réclame 50 euros "*.

- **Eurenco à Bergerac en grève pour des hausses de salaires et des embauches**

Des salariés de l'entreprise Eurenco à Bergerac ont manifesté mardi 27 janvier dans le cadre de l'appel à la grève lancé par FO et la CGT. 130 salariés se sont rassemblés devant la Poudrerie entre 11h et 13h, selon la CGT. Un autre rassemblement était organisé, en même temps, sur l'autre site à Sorgues dans le Vaucluse. La CGT et FO ont refusé de signer les NAO, les négociations annuelles obligatoires. Selon Jérémie Caillé, délégué syndical central CGT chez Eurenco, la hausse de salaire proposée par la direction lors des NAO est insuffisante.

Les revendications :

- une augmentation de salaires de 130 euros brut pour tous les salariés
- une augmentation de la prime d'ancienneté (de 15 à 20%), une prise en charge plus importante de la part mutuelle de l'employeur

- le recrutement en CDI des intérimaires.

- **Grève dans les écoles d'Ille-et-Vilaine**

Les syndicats de l'Éducation nationale et la FCPE 35 ont appelé à la grève le mardi 27 janvier dans les écoles maternelles et primaires en Ille-et-Vilaine. Les grévistes et les parents dénoncent des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, notamment à cause du manque d'AESH, ces accompagnants d'enfants en situation de handicap.

Austérité oblige, lundi 26 janvier l'académie de Rennes a annoncé que 97 postes d'enseignants allaient être supprimés. Une participante à la manifestation explique : *"C'est très loin des besoins revendiqués. On espérait que la baisse démographique puisse permettre l'amélioration des conditions de travail et on se dit qu'avec cette perte de 97 postes, on ne va vraiment pas améliorer les conditions d'enseignement dans le public"* et ajoute : *"chez les enseignants, il y a une perte complète de croyance en leur métier. On est face à une grosse fatigue, à la limite du burn out parfois"*.

- **Ynsect (Amiens) : aux prud'hommes, les salariés dénoncent la politique de la chaise vide du liquidateur judiciaire**

L'entreprise Ynsect qui fabrique de la protéine à partir d'insectes, finalement a été placée en liquidation judiciaire en décembre dernier. Hadrien Godard Licencié en octobre dernier dans le cadre du redressement judiciaire est un ancien conducteur de ligne et ex-représentant des salariés au CSE. Il était présent au conseil des prud'hommes d'Amiens avec une bonne douzaine d'autres collègues. Tous réclament aux patrons de l'entreprise basée à Poulainville des documents comptables qui pourraient leur permettre de **"connaître la vérité sur la faillite d'Ynsect"**. L'interrogation des salariés et de leur conseil porte, entre autres, sur ce qui a été fait de l'argent public. Selon France bleu<sup>1</sup> : *"Tout le monde s'interroge. Où est passé l'argent public ? Pourquoi la société n'a pas publié de comptes depuis longtemps ? La Banque Publique d'Investissement (BPI) a, semble-t-il, participé de façon significative au financement d'Ynsect pendant des années et des années, alors que l'entreprise faisait à peine quatre millions d'euros de chiffre d'affaires. Ça rend suspicieux. A partir du moment où l'on arrivera à démontrer que le licenciement des salariés est la conséquence d'une faute de gestion, ils pourront solliciter des indemnités pour licenciement sans cause réelle ou sérieuse, autrement dit abusif."*

- **Suppression de postes à Ubisoft: Grève à Castelnau-le-Lez (Hérault), en France et dans le monde.**

Les salariés d'Ubisoft ont décidé un mouvement de grève national et international à partir du 10 février, contre la suppression de près de 200 postes au siège de l'entreprise en région parisienne. Les employés de Castelnau-le-Lez (Hérault) prévoient un piquet de grève devant leurs locaux. Un mouvement de grève dans tous les sites d'Ubisoft en France et à travers le monde est prévu les 10, 11 et 12 février à l'appel d'une intersyndicale. Ils protestent contre les récentes annonces de la direction prévoyant de supprimer 5% des effectifs en France.

- **Vénissieux: Bosch, fermeture du site<sup>2</sup>**

Lu dans le journal : "Le Vénissien"

" En annonçant, le 20 janvier, la fermeture de son bureau d'études sur le site emblématique de Vénissieux et la suppression d'une quarantaine d'emplois, Bosch confirme son choix de l'abandon industriel et son désengagement du territoire français, au mépris des salariés et de leur savoir-faire.

Ce désengagement est d'autant plus scandaleux que le bureau d'études a bénéficié d'aides publiques, notamment le crédit d'impôt recherche. Une fois de plus, l'argent public a servi à accompagner un groupe qui, depuis de nombreuses années, supprime des emplois et ferme ses sites en France. Sacrifiant ainsi les savoir-faire et l'avenir industriel de notre territoire.

Cette fermeture s'inscrit donc dans cette stratégie de désengagement. Bosch employait près de 1 000 salariés sur le site vénissien. Il ne reste que 40 salariés, dernier rempart d'un savoir-faire industriel reconnu, aujourd'hui sacrifié.

Dans la même communication, le groupe annonce également la fermeture du site de Moulins dans l'Allier, d'ici la fin de l'année supprimant ainsi 270 emplois. Bosch confirme sa stratégie de retrait planifiée et organisée, de l'industrie en France.

Les salariés, ayant tenu bon face aux restructurations successives et défendu jusqu'au bout un savoir-faire reconnu, ne peuvent être les victimes collatérales de cette stratégie. Bosch est obligé d'assumer pleinement ses responsabilités et l'État doit mettre fin au financement d'entreprises organisant la casse industrielle et la destruction de l'emploi.

Sur le site vénissien, il ne resterait que Bosch Rexroth. Le groupe Bosch doit s'engager à stopper ses destructions d'emplois et de sites et garantir un avenir aux salariés de Bosch Rexroth.

- **Suppression de 4.000 postes d'enseignants à la rentrée**

Le ministère de l'Éducation nationale a détaillé, lors d'une réunion du Comité social d'administration (CSA) avec les syndicats, son plan pour la rentrée 2026. Les représentants du personnel ont découvert avec effroi [la suppression d'environ 4 000 postes dans le primaire et le secondaire.](#)

- **Valeo se sépare encore d'une usine en France**

Selon *L'Usine Nouvelle*<sup>3</sup> : " L'équipementier automobile Valeo, engagé dans un plan de réduction des coûts, vient de conclure la vente de son site de Saint-Quentin-Fallavier (Isère) au promoteur Prologis. Une transaction à 24,5 millions d'euros marquant l'arrêt de l'usine entre fin 2027 et juin 2028. Le transfert de l'activité est à l'étude, mais les salariés n'y croient pas."

- **Cap Gemini et Société générale : des coupes massives dans l'emploi**

Le jeudi 22 janvier, la Société générale a annoncé la suppression de 1 800 postes en France d'ici à fin 2027, sur un effectif de 40 000 salariés. Deux jours plus tôt Capgemini a annoncé la suppression de 2.400 postes en France. Selon la CGT de Cap Gemini<sup>4</sup> : " Deux raisons sont évoquées pour "justifier" le carnage : une réorientation des activités du groupe vers les métiers de l'IA et la mauvaise conjoncture économique." Mais la CGT s'interroge sur la réalité : " Si le chiffre d'affaires en 2025 n'est pas encore connu officiellement, les chiffres des 9 premiers mois affichent une légère baisse en 2025 en France (5 % environ). Mais Capgemini a déjà anticipé cette baisse puisque les effectifs en 2025 sont eux aussi en baisse de 5 %.

*Quant à l'IA, le groupe nous fait payer son absence de plan de formation et de compétences sur le sujet. Il ne suffit pas de faire de la communication pour s'adapter.*

*Alors pourquoi cette saignée supplémentaire de 7 % des effectifs ?*

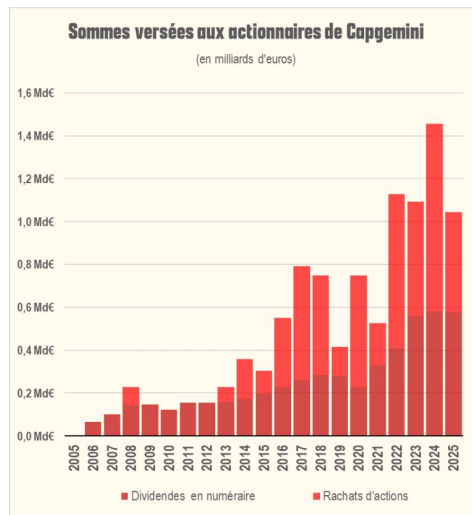
***Que vont devenir les 2400 emplois supprimés ? Délocalisation (le véritable terme pour l'offshore) ? ou alors faudra-t-il faire le même chiffre avec 2400 collègues en moins ?***

***Quels seront les critères ? Quel impact sur la santé des salarié-es ? Allons-nous être mis en concurrence entre nous ? Que va-t-il se passer si les quotas de volontaires ne sont pas atteints ?"***

Le syndicat affiche ses revendications et organise une assemblée générale pour en discuter avec les salariés

Le maintien de tous les emplois est un impératif non négociable, d'autant plus lorsque les résultats du groupe demeurent positifs. Mi-février seront publiés les résultats du groupe. Nous verrons si le conseil d'administration est aussi alarmiste... Il est permis d'en douter car le groupe en 2025 :

- a donné plus d'un milliard aux actionnaires (1 045 M€) sous forme de dividendes (578 M€) et de rachats d'actions (467 M€).
- a dépensé 2,8 Milliards d'euros afin d'acheter la société WNS spécialisée en Intelligence Artificielle
- Pour rappel, 6 Milliards d'euros de rachat d'actions sont planifiés sur les 4 prochaines années (~1,5 Md€/an)...
- L'évolution des postes et des compétences doit s'accompagner de véritables plans de formation et de reconversion sans perte d'emploi ni mobilité forcée
- Les procédures légales et le rôle des représentant-es du personnel doivent être respectés
- Nous réaffirmons que cette fuite en avant pour toujours plus de rentabilité n'est pas acceptable : Après les réorganisations, regroupements de bâtiments, etc. Le groupe s'attaque désormais à nos emplois. C'est une spirale sans fin qu'il faut absolument stopper.



- **Grève au musée du Louvre**

Musée du Louvre. Depuis le 15 décembre, plusieurs jours de grève à l'appel de l'intersyndicale CGT culture, CFDT culture et SUD culture ont conduit à 3 jours de fermeture totale (15 décembre, 12 janvier, 26 janvier) et



plusieurs fermetures partielles. Les salariés dénoncent des conditions de travail dégradées, une hausse de la charge de travail, des bâtiments vétustes, un manque d'effectifs, etc... Ils réclament, entre autre, une rénovation du bâtiment avec une priorisation des travaux de mise en sûreté et sécurité de l'établissement, le remplacement de 200 emplois supprimés sur les 15 dernières années, une égalité de traitement entre les employés du Louvre et les employé du ministère de la culture, une revalorisation salariale, et l'abandon de la mise en place de tarifs plus élevés concernant les non ressortissants de l'espace économique européen. Ils ont d'ores et déjà obtenu : l'annulation de la baisse prévue de 5,7 millions d'euros de la dotation du musée et 138 recrutements d'emplois statutaires.

## **Économie**

### • **Accord UE-Inde**

L'Union Européenne et l'Inde ont à l'occasion du 16<sup>e</sup> sommet UE-Inde signé un accord commercial doublé d'un partenariat de sécurité et de défense. Cet accord n'a pas, à la différence du contesté Mercosur, soulevé de protestations tout particulièrement dans les milieux agricoles. En réalité, la partie concernant l'agriculture est quasiment absente du traité. Si le lait, le sucre et la viande sont exclus de l'accord, par contre les fruits et le vin y sont inclus. En ce qui concerne les entreprises capitalistes de l'UE, l'Inde représente un marché important en plein développement. De son côté l'Inde est intéressée par la technologie et les investissements de ses propres capitalistes en Europe. L'attrait pour l'Inde, tout aussi convoitée par les États-Unis, s'inscrit dans la logique du déplacement des plaques tectoniques impérialistes vers l'Asie, où l'Inde, pourtant membre des BRICS+, représente, aux yeux des puissances impérialistes occidentales un contrepoids à la Chine dans les affrontements au sein du système impérialiste pour la domination des sources de matières premières, le contrôle des voies de communications et de la force de travail. Le fait que l'Inde soit un pays jeune et peuplé, avec une croissance économique forte et soutenue représente, au sujet des monopoles, un enjeu important dans la réalisation de profits liés à un prix bas de la force de travail et pour l'accumulation du capital.

### • **Des puces américaines en Palestine occupée**

*Nvidia* est incontestablement un leader mondial dans le domaine des puces électroniques. Dans le classement de *Brand Finance Global*<sup>5</sup> il se classe au 5<sup>e</sup> rang des marques mondiales. Elle est valorisée à 159 milliards (Mld) d'euros. Rappelons que la première *Apple* est valorisée à 526 milliards d'euros. Les quatre premières sont américaines et dans l'ordre *Apple* (526 Mld), *Microsoft* (490 Mld), *Google* (375 mld) et *Amazon* (320 Mld). *Nvidia* a décidé de construire un campus de 16.000 m<sup>2</sup> dans le nord d'Israël. Cet ensemble comptera selon le journal *Les Echos*, 10.000 salariés. Selon le PDG de *Nvidia*, il s'agit de : " *collaborer pour concevoir et réaliser l'avenir de l'intelligence artificielle.*" Au delà de cet investissement, *Nvidia* participe à l'acquisition de nombreuses *star-up* et compte aussi agrandir son centre de recherche. Ainsi, *Nvidia*, va côtoyer en Israël : *Intel*, *Microsoft*, *Google* et *Meta*. Comme l'affirme G. I. Abdallah : " *Israël est une extension organique de l'impérialisme occidental.*"

### • **Lait contaminé**

Les leaders du secteur Nestlé et Danone, ainsi que Lactalis, ont procédé à des rappels de laits infantiles dans plus d'une soixantaine de pays au total, dont la France, depuis décembre 2025. Ces industriels invoquent le risque de contamination de ces laits infantiles à la céruléide<sup>6</sup>. Les analyses ont relié la présence de cette toxine à l'incorporation d'acide arachidonique utilisé comme complément alimentaire dans les préparations pour nourrissons. Il semblerait que l'origine de l'ingrédient, une huile riche en acide arachidonique soit produite par un fournisseur chinois : Cabio biotech<sup>7</sup>. D'autres fournisseurs comme DSN ou le chinois Runke Bio ont confirmé après des analyses que la contamination ne pouvait pas provenir de leur production. L'interrogation s'est portée sur Cabio Biotech qui n'a pas fourni les résultats de ses analyses. En France, malgré un retard à l'allumage, le retrait et le contrôle des laits infantiles semble être effectif. En Chine cette affaire rappelle le souvenir de l'intoxication de lait à la mélanine en 2008 qui avait fait plusieurs morts a ravivé la méfiance sur la qualité des produits infantiles.

### • **Canal Seine-Nord Europe**

Le canal Seine-Nord Europe est un projet ancien de voie d'eau fluviale de 100 kilomètres qui doit relier l'Europe du Nord au bassin de la Seine. Il permettra le passage de péniches transportant plus de 4.000 tonnes de marchandises sur une voie d'eau de 50 mètres de large. Sa mise à l'eau complète est prévue en 2033. Le coût actualisé, mais qui sera certainement dépassé, est estimé à plus de 7 milliards d'euros. L'axe Europe du Nord Bassin Parisien est un de ceux par lequel transite une grande partie des marchandises. Il s'agit donc du renforcement par voie fluviale d'un axe routier et ferroviaire déjà lourdement chargé. Si son intérêt économique

est prévisible, il va induire des transformations importantes dans toute la zone qu'il va traverser et en particulier dans la gestion des ressources hydriques et des terres cultivables. Cependant, l'ouverture qu'il va engager sur tout le réseau européen à grand gabarit, place cette infrastructure comme un atout dans une politique de réindustrialisation des régions traversées. Dossier à suivre !

- **Militarisation : Renault va produire des drones**

Selon la revue *L'Usine Nouvelle*<sup>8</sup>, Renault : " s'apprête à lancer la production d'une munition téléopérée à longue portée dans ses usines du Mans et de Cléon, d'après les informations exclusives de *L'Usine Nouvelle*. Conçu avec l'ETI Turgis Gaillard, ce drone également pensé pour le renseignement pourrait ouvrir la voie à un marché d'environ un milliard d'euros sur 10 ans avec la DGA (Direction générale de l'Armement) s'il donne satisfaction."

Cette production, même si elle ne concerne dans l'instant qu'une cinquantaine de salariés sur les 1.800 de l'usine du Mans, marque l'entrée de Renault dans le processus de militarisation de la production voulue par le pouvoir, militarisation qu'elle accompagne d'une hausse significative des budgets de l'armement et qui constituent donc une source de profits captive pour des entreprises comme Renault...Ah que la guerre est jolie...pour les capitalistes!

- **La Pologne et l'euro**

L'attrait de l'euro n'est plus ce qu'il était, si toutefois il en eût un jour.

Petit coup de canif dans la légende européenne : dans un entretien accordé au *Financial Times* (26 janvier), le ministre polonais des finances a expliqué que son pays ne pouvait pas " se permettre d'intégrer la zone euro ".

" Notre économie se porte maintenant clairement mieux que la plupart de celles ayant l'euro. Nous avons de plus en plus de données, de recherches et d'arguments pour conserver le zloty polonais. "

Pourtant, la Pologne observe les critères nécessaires de manière à intégrer la zone euro. Mais apparemment, les constructeurs de l'Europe n'avaient pas prévu un critère pour ne pas intégrer la zone euro : une (relative) prospérité économique (la Pologne, selon l'OCDE, serait, avec 3,6% en 2026, leader en termes de croissance économique en 2026.

Il est vrai qu'un euro, aujourd'hui, très valorisé par rapport aux autres monnaies, n'aide pas à l'attrait du " made in euro " !

- **L'entreprise Vergnet (Ormes, Loiret), spécialiste des éoliennes en liquidation judiciaire**

Cette entreprise est spécialisée dans la fabrication d'éoliennes destinées à résister notamment aux vents violents, mais également dans la création de parcs solaires. Elle avait déjà été mise en redressement judiciaire en 2017. Selon France Bleu<sup>9</sup> : " La société accuse des retards de paiement auprès de l'Urssaf, sur ses loyers dus au bailleur Exia et sur les salaires."

Lors du plan de reprise de 2017, ayant mis un terme à la procédure de redressement judiciaire, l'entreprise Vergnet comptait 140 salariés dont 110 à Ormes. Ils ne sont plus qu'une quarantaine aujourd'hui et une dizaine à Servian, près de Béziers, dans l'Hérault. Vergnet compte aussi des sites à l'étranger.

- **Énergie : l'industrie nucléaire russe bientôt sanctionnée ?**

Alors que l'opération spéciale russe en Ukraine se déployait, dans un long premier moment, les relations dans les secteurs énergétiques n'ont pas été perturbées. Les analyses se sont concentrées sur la dépendance de l'Union européenne au gaz russe continuant de transiter (certes à volume plus faible) vers l'Ouest via l'Ukraine où était (et est toujours) livré sous forme liquéfié (GNL).

En ce qui concerne l'électronucléaire, les centrales nucléaires des États-Unis ne pourront plus se fournir en uranium enrichi russe à partir de 2028 (un marché d'un milliard de \$). Le gouvernement a annoncé une aide de 2,7 milliards de \$ pour trois projets sur le sol des États-Unis dont celui du français Orano (qui va recevoir un tiers des subventions promises). Il est à noter qu'Orano fournit déjà le secteur électronucléaire états-unien avec des produits usinés en France.

L'Union européenne a limité depuis le début des hostilités en Ukraine 19 trains de mesures visant les livraisons énergétiques russes dont aucun ne traite de la question de l'atome. La France (et sûrement la Hongrie) s'oppose à des sanctions dans ce secteur sensible. Dans son ensemble, l'Union européenne a importé pour environ 700 millions d'€ de produits d'uranium. En ce début d'année, la Commission européenne devait présenter un projet d'interdiction d'importation de produits russes, liés à l'industrie électronucléaire mais son examen est reporté au printemps.

La France continue d'exporter de l'uranium de retraitement en Russie. Une faible partie de ces produits (10%) est réenrichie en Russie sur le seul site au monde réalisant ce type d'opération. Ensuite le combustible est renvoyé en

France afin de fournir la centrale nucléaire de Cruas, la seule centrale française qui admet ce combustible. Le reste est stocké sur le sol russe.

Il ne sera pas simple de sortir les Russes des échanges liés à l'électro-électricité. La Russie fournit aujourd'hui environ un tiers du combustible pour ce secteur, en particulier les centrales de conception soviétique des pays d'Europe centrale et orientale. Mais déjà, l'américain Westinghouse et le français Framatome sont sur les rangs pour une offre alternative.

- **Hausse des mutuelles en 2026**

La Loi de Financement de la Sécurité Sociale adoptée à la mi-décembre 2025 doit intégrer une taxe de 2,05% aux complémentaires de santé mais il n'a pas été anticipé à temps que les complémentaires de santé pouvaient répercuter cette taxe sur les assurés.

Un député a pourtant déposé un amendement défendu en nouvelle lecture à l'Assemblée puis un second député a appelé à "engager des négociations sur ces répercussions avant la fin Mars" mais les complémentaires ont trouvé la parade.

En envoyant les appels de fonds des cotisations et les échéanciers de paiement pour 2026 à l'automne avant le vote de la loi, les complémentaires santé ont devancé le vote de la loi et ont préparé des arguments justifiant la hausse des cotisations. Ils comptent faire un recours par le biais d'une question prioritaire de constitutionnalité en affirmant une atteinte à « la liberté d'entreprendre et la liberté contractuelle ».

Les mutuelles augmentent leurs tarifs depuis plusieurs années (+4,7% en 2023, +8,1 en 2024, +6% en 2025) et l'application de la taxe de l'État permettrait de récupérer 1 milliard d'euros.

Le gouvernement, on le voit est dans une recherche de compromis à tout prix pour voter une loi et que des omissions graves y sont faites au détriment des assurés.

Ce processus législatif complexe et lourd est ici à l'avantage des assureurs. Quel poids auront des lettres de réclamation de quelques assurés menaçant de changer de complémentaire avec une loi dont la définition est incomplète (amendement ni validé ni censuré). Bref, quelques réclamations n'auront que peu d'effet sur leur comptabilité et finalement la taxe sera payée par les assurés.

Au regard de l'état de délabrement et d'abandon de notre système de santé ce ne sont pas les complémentaires les plus inquiètes de leurs comptabilités... bien au contraire.

Elles avancent que la population vieillit, que les innovations sont coûteuses, que la revalorisation des actes médicaux coûte plus cher et qu'elles ont des charges en plus mais elles n'arrêteront pas la hausse!

### **Solidarité internationaliste**

- **Guerre à Thales, guerre à la guerre<sup>10</sup> !**

"Depuis sa création en 2023, Stop Arming Israel France a identifié l'entreprise [Thales](#) comme l'une des cibles principales de notre campagne contre le commerce des armes avec Israël. En effet, ses nombreuses collaborations avec les entreprises d'armement Elbit Systems et Israel Aerospace Industries font de Thales l'un des principaux [complices du génocide en Palestine](#).

Mais l'impact mortifère de Thales ne s'arrête pas aux frontières de Gaza. Thales est l'un des principaux vendeurs d'armes français. Soudan, Indonésie, Sahara Occidental, Ukraine... En équipant les armées impérialistes occidentales, à commencer par celle de la France, mais aussi un ensemble de dictatures, de régimes autoritaires, et d'États qui commettent et facilitent des génocides, Thales s'impose comme l'un des complices des massacres armés et de la domination coloniale partout dans le monde. Mais ses équipements prétendent « civils » alimentent également les guerres intérieures menées par les États contre les peuples : surveillance, fichage, militarisation des frontières...

Une évidence s'impose donc à nous : pour faire la guerre à la guerre, il faut faire la guerre à Thales !

Les travailleur·ses de Thales ont tout leur rôle à jouer dans ce mouvement : Déjà, ils et elles se mobilisent contre les ventes d'armes à Israël, par le biais de [prises de position syndicales](#). Mais ils et elles détiennent également les clés de la construction d'alternatives à cette mécanique mortifère : c'est aussi la CGT Thales qui a lutté pour [préserver et développer les activités médicales de l'entreprise](#), et milite pour le développement d'activités civiles bénéfiques à toutes et tous. Ensemble, nous pouvons désarmer Thales, et refuser cette marche à la guerre ne bénéficiant qu'aux dominants, aux patrons et aux actionnaires"

- **Licenciements dans l'usine polonaise de Stellantis**

Le 12 janvier 2026, la direction de FCA Poland, filiale de Stellantis, a officialisé le lancement d'une procédure de licenciement collectif à l'usine de Tychy. Il s'agit dans l'immédiat de 320 licenciements. Selon les syndicats, près de 740 salariés seraient en fait licenciés, soit presque un tiers des effectifs du site. Tychy n'est pas une usine isolée. Elle travaille avec 58 entreprises de sous-traitance. La baisse des volumes et la suppression du troisième

poste de production à partir de mars font planer la menace de milliers d'emplois en danger dans toute la région industrielle de Silésie. Pour un bassin déjà fragilisé, le choc social serait considérable.

Concernant le syndicat polonais, la discussion porte sur les conditions de départs volontaires. *Solidarnosc* réclame des indemnités pouvant aller jusqu'à 36 mois de salaire. La proposition de Stellantis est nettement moins favorable : un plafond de 24 mensualités, réservé aux salariés affichant plus de 30 ans d'ancienneté.

Clairement, le syndicat *Solidarnosc*, dont le caractère de collaboration de classe n'est plus à démontrer a déjà plié les gaules sur le maintien de l'emploi, s'employant à négocier les conditions que *Stellantis* veut imposer aux salariés.

- **Contre la terreur de l'ICE à Minneapolis**

Le Parti Révolutionnaire Communistes suit avec attention les développements de la situation sociale, économique et politique aux États-Unis. Nous condamnons les actes criminels de ICE, résultat d'une politique attaquant toutes les libertés. Nous renouvelons toute notre solidarité internationaliste avec les militants communistes, les travailleurs du Minnesota et la population qui font face à un système et à un gouvernement corrompus. C'est pourquoi, en signe de solidarité avec la **Plateforme communiste des travailleurs des États-Unis (CWPUA)**, nous reproduisons *in extenso* la déclaration de son comité central du 26 janvier.

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-nord/3781-declaration-du-comite-central-de-la-plateforme-communiste-des-travailleurs-des-etats-unis-cwpusa>

- **CapGemini au service de la milice de tueurs Trumpienne**

Si Capgemini est engagé dans des suppressions massives d'emploi, elle fait aussi l'actualité en profitant de la croissance des budgets consacrés à la répression par le pouvoir États-unien. Depuis les assassinats à Minneapolis de trois citoyens américains par la milice ICE, il était difficile d'étouffer le scandale de la collaboration de CapGemini avec cette organisation. Ainsi, une des filiales américaines du groupe, Capgemini Government Solutions, s'est vu attribuer il y a quelques semaines par l'ICE un nouveau contrat. Son objet est: d'obtenir "*des services de recherches de personnes (skip tracing) à l'échelle nationale* » pour les opérations de l'ICE." Le *media*, *L'observatoire des Multinationales*, vient de publier un document complet et intéressant à ce sujet, dont nous vous conseillons la lecture<sup>11</sup> : "*Comment un champion du CAC40 aide l'ICE de Trump à traquer les migrants.*"

- **Solidarité avec la Kanaky**

Les indépendantistes du *Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS)* ont rejeté l'accord institutionnel et économique sur la Nouvelle-Calédonie signé lundi à l'Élysée par différents partis afin de débloquer le processus politique sur l'archipel<sup>12</sup>.

Cet accord dit *Elysée-Oudinot*, complète celui de Bougival, déjà rejeté par le FLNKS. Selon ce dernier, le nouveau document "*entérine un passage en force de l'Etat*". Il rappelle son opposition à l'accord de Bougival "*du fait de sa totale incompatibilité avec la trajectoire de décolonisation de Kanaky*". Si le soi-disant accord *Elysée-Oudinot* réaffirme la reconnaissance de l'identité kanak et l'exercice du droit à l'autodétermination avec "*la possibilité pérenne de transférer les compétences encore détenues par l'État dans un cadre organisé avec lui*", il n'ouvre pas la voie à un processus de décolonisation et d'indépendance de la Kanaky. Notre Parti Révolutionnaire Communistes, continue fermement à soutenir l'indépendance de la Kanaky et les forces indépendantistes. Nous appuyons la volonté et l'action du FLNKS de : "*poursuivre son action politique pour faire respecter la trajectoire vers la pleine souveraineté, telle que prévue par l'accord de Nouméa et le droit international*".

<sup>1</sup> <https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/ynsect-aux-prud-hommes-d-amiens-les-salaries-denoncent-la-politique-de-la-chaise-vide-du-liquidateur-judiciaire-5839700>

<sup>2</sup> <https://levenissian.fr/Fermeture-du-site-venissian-de-Bosch-l-industrie-sacrifiee>

<sup>3</sup> <https://www.usinenouvelle.com/quotidien-des-usines/valeo-se-separe-encore-dune-usine-francaise-ses-salaries-dans-le-flou-sur-leur-avenir.XKABNZXAXFF3XKLLHFXTYDIICY.html>

<sup>4</sup> <https://lacgtcap.org/rcc-collective-2409-emplois-menaces/>

<sup>5</sup> <https://brandfinance.com/insights/view-the-full-brand-finance-global-500-2026-report-here>

<sup>6</sup> <https://fr.wikipedia.org/wiki/C%C3%A9r%C3%A9ulide>

<sup>7</sup> <https://www.cabio.com/>

<sup>8</sup> <https://www.usinenouvelle.com/aero-spatial/defense/un-contrat-potentiel-dun-milliard-deuros-renault-va-fabriquer-des-drones-militaires-dans-ses-usines-du-mans-et-de-leon.K2HXUXWKLZD4NM73TRHGMV64BA.html>



[9 https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/l-entreprise-vergnet-implantee-a-ormes-et-specialiste-des-eoliennes-est-placee-en-liquidation-judiciaire-6082421](https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/l-entreprise-vergnet-implantee-a-ormes-et-specialiste-des-eoliennes-est-placee-en-liquidation-judiciaire-6082421)

[10 https://stoparmingisraelfrance.noblogs.org/guerre-a-thales-guerre-a-la-guerre/](https://stoparmingisraelfrance.noblogs.org/guerre-a-thales-guerre-a-la-guerre/)

[11 https://multinationales.org/fr/a-chaud/actualites/comment-un-champion-du-cac40-aide-l-ice-de-trump-a-traquer-les-migrant](https://multinationales.org/fr/a-chaud/actualites/comment-un-champion-du-cac40-aide-l-ice-de-trump-a-traquer-les-migrant)

[12 https://www.facebook.com/photo?fbid=1177261647904410&set=pcb.1177261771237731](https://www.facebook.com/photo?fbid=1177261647904410&set=pcb.1177261771237731)

### **Débat National sur :**

**" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société"**

**samedi 21 mars 2026 à 14h00 au Maltais Rouge à Paris. 40 Rue de Malte, 75011 Paris, métro République ou Oberkampf)**

**La Brochure préparatoire au débat est disponible sur commande et auprès des militants Communistes**

**Bon de commande à retourner à :**

**Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris**

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mail

Pour nous aider à diffuser notre brochure et le résumé ecosoc, vous pouvez faire un don en adressant un chèque libellé à l'ordre du : Parti Révolutionnaire Communistes à l'adresse ; Parti révolutionnaire Communistes, 24 boulevard Saint Martin 75003 Paris

### **AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE**

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à : Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

***Devenez correspondant du résumé Ecosoc.***

***Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service***